

**Route des Pyrénées à Mont
Route barrée, en agglomération**

Le Maire de la commune de MONT,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R411-5, R411-8, R441-25 et R414-4 à R414-16 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU la demande de la SNCF;

Considérant qu'en raison de travaux caténaires, en agglomération, effectués par la SNCF, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes,

Considérant que l'arrêté 19-2022 pris le 22 février 2022 , condamne l'accès à l'entreprise ARKEMA,



ARRÊTE

Article 1^{er} : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté précédent.

Article 2 : Du 14/03/2022 au 25/03/2022 inclus, date prévisionnelle de fin de travaux, la route est barrée de l'intersection route des Pyrénées et rue Saint Jacques d'une part , à l'intersection route des Pyrénées et au droit de l'arrière du parking d'Arkema à Mont, d'autre part, en agglomération. La circulation de tous les véhicules sera interdite.

L'accès à l'habitation sis 111 route des Pyrénées du secteur des travaux sera la seule autorisé, l'entreprise sera chargée de garantir l'accès à ce riverain.

Article 3 : Le demandeur prendra les dispositions nécessaires pour maintenir la circulation des secours en cas de nécessité impérieuse d'accès aux entreprises riveraines.

Article 4 : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée et au schéma CF24 du « Manuel du chef de chantier routes bidirectionnelles édition 2000 » édité par le SETRA.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de MONT.

Article 7 : Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- SNCF, pétitionnaire
- ARKEMA
- SDIS
- SOBEGI

et sera déposée comme minute aux archives de la Mairie de Mont.

A Mont, le 24/02/2022

Le Maire,



Jacques CLAVÉ